

Le tourisme, un défi pour l'archéologie

UNESCO Réuni à Grenade pendant quatre jours, un collège d'experts internationaux s'est interrogé sur les moyens de concilier afflux de visiteurs et conservation des grands sites anciens du patrimoine mondial.

HUIT CENTS millions de touristes parcourent le monde chaque année. Selon les experts, ce chiffre doublera d'ici à l'an 2020. Des touristes de plus en plus exigeants qui souhaitent tout voir, même les

lieux les plus inaccessibles, dans un laps de temps de plus en plus court et dans les conditions de visite les plus confortables, tout en ayant l'impression d'être seuls dans une nature vierge. Si le patrimoine dit « historique » ou monumental peut, sans doute, se donner les moyens de relever ce défi, ce n'est pas le cas du patrimoine archéologique, bien plus vulnérable, souvent objet de pillages et en perpétuelle mutation du fait des recherches qui s'y poursuivent.

Pour la première fois, à l'initiative de Nuria Sanz, spécialiste de l'unité Amérique latine-Ca-

raïbes, responsable des fonds espagnols au Centre du patrimoine mondial de l'Unesco, et bras droit de son directeur, Francesco Bandarin, en collaboration avec le ministère espagnol de la Culture et le gouvernement autonome d'Andalousie, un séminaire vient de se tenir, du 20 au 23 février, à l'Alhambra de Grenade. Quelque 80 experts, gestionnaires de sites archéologiques du patrimoine mondial y participaient.

D'Angkor à Stonehenge, de Palenque à Pompéi, en passant par la Grande Muraille de Chine, les

responsables de ces icônes de la mémoire humaine, historiens, archéologues, administrateurs, sociologues, universitaires, managers, consultants ont confronté leurs expériences. Conclusion : il est indispensable de planifier d'une manière rigoureuse la gestion des flux touristiques, en harmonie avec les populations et les économies locales, dans un souci de développement durable de ces trésors irremplaçables et pour une meilleure éducation des visiteurs.

A.-M. R.

Comment répondre aux foules curieuses

Stonehenge ou Pompéi ne sont pas destinés à être mis sous cloche. Ils ont une mission d'édification de l'humanité tout entière parce qu'ils symbolisent à la fois l'unicité et l'universalité.

SYMBOLE SUPRÊME de la puissance et de l'arrogance de son commanditaire, le palais de Charles Quint, dans l'enceinte de l'Alhambra, à Grenade, a résolu la quadrature du cercle. Cet impressionnant bâtiment carré aux murs en grosses pierres à bossage n'abrite en effet qu'une vaste cour circulaire entourée de deux étages de galeries à colonnes. Une couronne géante pour un empereur qui régnait sur la moitié du monde. C'est dans un des rares espaces fermés de ce merveilleux monument Renaissance que, du 20 au 23 février, les responsables des plus prestigieux sites archéologiques du patrimoine de l'humanité ont confronté leurs expériences, leurs doutes, leurs découragements et leurs espoirs.

« Le problème de la fragilité des sites archéologiques du patrimoine mondial est réel : vandalisme, pillage, surfréquentation touristique, perturbations climatiques, urbanisation sauvage. Mais il ne se règlera pas si tout le monde, conservateurs, touristes et autochtones, voit l'autre comme son ennemi personnel. » Francesco Bandarin, directeur du Centre du patrimoine mondial de l'Unesco qui gère les 812 sites inscrits à travers 160 pays, a inauguré la réunion de Grenade par un discours réaliste. Méfiant devant le « développement durable, que l'on met à toutes les sauces sans savoir exactement de quoi on parle », et inquiet du manque de communication entre les différents acteurs du patrimoine mondial.

« Les sites archéologiques, a renchéri d'entrée de jeu Nuria Sanz, possèdent une dimension que n'ont pas les sites naturels et monumentaux. Ils portent en eux l'icône symbolique de la permanence des cultures. En ce sens, ils répondent parfaitement aux définitions de la Convention du patrimoine mondial : exemplarité et universalité. Et c'est bien ce double concept que le touriste recherche en les visitant. »

Des exemples récents le confirment : si les talibans ont fait sauter les bouddhas géants de Bamiyan en Afghanistan, c'est à cause de leur symbolique religieuse. Tout comme la Muraille de Chine, véritable Mecque des Chinois qui veulent tous la voir une fois dans leur vie, parce qu'elle représente « le plus fort symbole identitaire de leur nation ».

Situations préoccupantes

A Grenade, plusieurs responsables de grands sites sont venus relater des situations préoccupantes. L'architecte italien Vincenzo Sommella a évoqué le drame de Pompéi, « photographie d'un jour d'Histoire ». Trois millions et demi de visiteurs par an la traversent, « pour la plupart en courant et en moins de deux heures ». A Pompéi, a-t-il expliqué, on a mis au jour frénétiquement 49 ha sur un total de 76, « ce qui représente 242 000 m² de muraille, 17 000 m² de peintures, 12 000 m² de mosaïques, c'est-à-dire un volume de vestiges impossible à entretenir. »

« Depuis dix ans, nous n'ouvrons qu'une petite partie des 10 % de maisons visitables. Mais cette restriction a ses effets pervers, puisque davantage de gens se pressent dans un plus petit espace. » Il y a sept ans, la Surintendance a créé une base de données inté-



L'Alhambra est le premier site touristique d'Espagne avec 2,8 millions de visiteurs par an. Jaubert/Sipa.

L'Alhambra, une gestion réussie

Premier site touristique d'Espagne avec 2,8 millions de visiteurs par an, l'Alhambra réunit, sur 65 ha dominant Grenade, un ensemble d'une douzaine de palais et de tours, les plus fameux étant les palais nazarides des derniers occupants arabes de l'Andalousie. En outre, des fouilles archéologiques recherchent les premières constructions du IX^e siècle. En 1992, an-

née de l'Exposition universelle de Séville, le site avait atteint son niveau de saturation avec 2 millions de touristes. Files interminables, bousculades. Il fallait réagir. Une analyse économique a alors été réalisée par l'université de Barcelone. De 1993 à 2006, un second accès a été ouvert, au sud, qui accueille la moitié du public. Deux lignes de minibus ont été

créées pour amener les visiteurs depuis Grenade, évitant ainsi l'engorgement des parkings. Un système de réservations a été inauguré connecté à 7 720 bureaux à travers le monde et sur Internet et 60 % des visiteurs choisissent désormais cette solution. Quant aux guides, ils sont 166, parlant plusieurs dizaines de langues, dont le chinois. De juin à octobre, l'Alhambra et

les jardins du Generalife restent ouverts deux heures de plus. Enfin, tout au long de l'année, le nombre des entrées dans les palais nazarides est limité à 300 personnes par heure, permettant un confort de visite inégalé. Dernière innovation : l'« Espace du mois », l'ouverture, en alternance, d'un lieu habituellement fermé au public.

A.-M. R.

grant toutes les composantes de l'état des maisons afin de préparer leur restauration. Elle envisage également de créer un système virtuel qui permettra à chacun de visiter les maisons fermées. Mais pour Vincenzo Sommella, « la véritable solution serait d'inciter les touristes à visiter les autres cités enfouies du Vésuve, Baïa, Stabies, Cumès, qui sont aussi remarquables mais méconnues ».

Stonehenge, le plus emblématique des monuments néolithiques, au sud-ouest de Londres, a connu une situation un peu comparable. Sa fréquentation augmente de 100 000 visiteurs tous les dix ans, au point qu'il a fallu, comme à Carnac, interdire pendant plusieurs années l'entrée du Cercle, la couronne de pierres levées, pour permettre au gazon de se régénérer. Aujourd'hui, le paysage s'est amélioré grâce à une gestion stricte des visites. Mais le combat continue pour obtenir le remplacement de la route qui sépare le cercle des 60 autres monuments protohistoriques voisins – « totalement ignorés du public et qui expliquent sa fonction » – par un tunnel.

Même découragement du côté de la Grande Muraille de Chine présentée par le professeur Yang Rui de l'Université de Pékin. Com-

ment protéger un monument de 7 000 km de long dont des études ont montré que 50 % présentaient un réel danger pour le public ? La Chine a provisoirement résolu la question en créant des parcs protégés autour de trois parties de la muraille, laissant les autres à l'abandon, pillées par les habitants du voisinage qui prennent les pierres pour construire leurs maisons. « En outre, la muraille dépend de six agences gouvernementales différentes, en conflit entre elles. Seul un plan global pourrait permettre de la sauver. »

Autres cas préoccupants : le site précolombien de Tikal au Guatemala. « La ville la plus grande et la plus monumentale des Mayas, a déclaré le professeur John Kohl, s'est constituée en parc national avec pour mission de conserver également la nature environnante. Mais faute de coordination administrative et de surveillants et à cause de l'immensité du site et de l'instabilité politique du pays, ce plan n'a pas été appliqué. »

Conclusion du spécialiste américain : « Les connaissances scientifiques ne servent à rien aux

gens qui travaillent sur place s'ils ne sont pas formés et motivés. »

Tout, pourtant, ne marche pas si mal et les exemples positifs ont été nombreux. Celui de Pétra, l'ancienne cité nabatéenne de Jordanie, merveilleux cirque de montagnes entièrement creusées de temples et de nécropoles aux façades sculptées. Malgré le boom touristique provoqué, dans les années 90, par les films d'Indiana Jones, et qui a fait passer de 3 à 95 le nombre des hôtels dans le village voisin de Wadi Moussa, l'afflux touristique a pu

être maîtrisé grâce à un plan de gestion rigoureux.

Avec l'aide de spécialistes américains des parcs naturels, les autorités jordaniennes ont mené une concertation avec les Bédouins qui occupaient le site, les impliquant dans sa conservation. Le secteur a été divisé en zones aux fonctions différenciées, protégeant ainsi la partie noble de toutes les pollutions visuelles qui en gâtaient la splendeur.

Dans le Levant espagnol, où un massif karstique rassemble 754 ensembles de peintures rupestres néolithiques longtemps laissées à l'abandon, un parc culturel de 21 700 ha a été créé à Valltorta (Valence), géré par un plan très strict auquel ont participé tous les acteurs politiques et économiques de la région. Les visites sont régulées et les touristes, informés grâce à un centre d'interprétation, ont appris à respecter des trésors dont 60 % avaient jadis disparu à cause d'actes de vandalisme.

« Transmettre un message clair »

Le cas de Palenque, au Mexique, est assez semblable. Ici, a expliqué Janette Gonzalez, « la forêt vierge, paradoxalement, a servi de protection contre les pillards. Un seul sentier la traverse pour mener au site et il est constamment surveillé. Mais demeure le problème des petits propriétaires qui refusent de quitter leurs terres parce qu'on ne leur en propose pas d'autres ».

Plusieurs conclusions s'imposent : en premier lieu, la nécessité pour les sites de se doter de plans de gestion, ce qui, du reste, est désormais une obligation pour tout candidat à l'inscription au patrimoine mondial. C'est le cas de Carnac, en Bretagne, qui, si l'on en croit les bruits de couloirs de l'Unesco, a de bonnes chances d'entrer dans le saint des saints, maintenant que sont réglées les querelles de clochers.

Seconde conclusion : un site ne peut fonctionner que si tous les acteurs collaborent. Si le parc de Valltorta permet désormais une parfaite préservation des peintures rupestres, c'est parce que les maires des petites communes rurales, les paysans, les écoles, tout le monde a été informé de l'importance de ce patrimoine et impliqué dans sa protection.

Enfin, a conclu Nuria Sanz, « on ne doit pas séparer la conservation du patrimoine archéologique de sa diffusion au public. Le visiteur n'est pas l'ennemi à abattre, mais la raison d'être du patrimoine mondial. Pour cela, le site doit transmettre un message clair, qui explique à la fois son unicité et sa valeur de témoignage universel. C'est un acte d'éducation, indispensable si l'on veut gérer la demande croissante du public qui est le défi de demain et c'est le rôle du Centre du patrimoine mondial ».

ANNE-MARIE ROMERO



Un ensemble de temples bouddhistes répartis sur 40 000 hectares.

La résurrection d'Angkor

Il y a dix ans, les temples d'Angkor étaient sur la liste du « Patrimoine en péril ». Cet ensemble fabuleux de temples bouddhistes répartis sur 40 000 hectares, dotés d'un énorme pouvoir spirituel et symbolique pour les Cambodgiens, fait aujourd'hui figure de modèle de récupération, après les années dramatiques vécues sous les Khmers rouges.

En 1993, un comité international, présidé par la France et le

Japon, prenait la situation en main et découpait le site en cinq zones de niveau de protections différentes (haute protection archéologique, paysage culturel, développement économique, etc.). Dans chacune de ces zones, des experts du monde entier ont restauré le bâti et l'environnement naturel, avec des capitaux venus d'Italie, de France, d'Allemagne, du Japon, d'Inde et de Chine. Parallèlement, une opération de sensibilisation

des populations pauvres accourues de partout pour mendier les miettes du tourisme a été entreprise. Elle visait à les dissuader de squatter le site en les incitant, grâce à la création de nouveaux circuits de visite, à poursuivre leurs activités commerciales à l'extérieur. En 2004, Angkor recevait un million de visiteurs et l'Unesco vient de le retirer de la liste du patrimoine en péril.

A.-M. R.